MUNICIPALES STRASBOURG

RÉUNION ÉLECTORALE MARDI 18 FÉVRIER À 19 H AU BAR PERESTROÏKA, 2 RUE THIERGARTEN

Madame, Monsieur, cher camarade,

Nous sommes à moins de 40 jours du 1^{er} tour des élections municipales. La politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault dictée par l'Union Européenne ne cesse de s'aggraver. Le 14 janvier, François Hollande, en présentant son « pacte de responsabilité », a annoncé sa volonté d'exonérer les patrons des cotisations sociales de la branche « famille » de la Sécurité Sociale ! Il s'agirait de la liquidation de toute une branche de la Sécurité Sociale.

Avec « le pacte de responsabilité », le gouvernement veut donc tailler encore 50 milliards d'euros dans les budgets de l'École, des services publics et de la Sécurité Sociale.

Quant à la fable dite des « contreparties » que devrait donner le Medef sous forme de créations d'emplois, il suffit de constater que dans tout le pays, la liste des fermetures d'usine et des plans sociaux ne fait que s'allonger.

À Strasbourg aussi ! Cette semaine, ce sont 45 licenciements qui ont été annoncés à l'usine NLMK de Strasbourg, au moment même où des centaines de salariés de la COOP sont rachetés par Carrefour (sans aucune garantie pour l'avenir), que d'autres centaines sont frappés par le plan de licenciements et que la municipalité PS/EELV envisage la liquidation du siège social de la COOP et la construction d'un quartier d'affaires.

C'est pour aider la population à se rassembler pour bloquer la politique du gouvernement et de la municipalité PS-EELV de Strasbourg qui s'en fait le relais que le POI 67 a décidé de présenter une liste aux élections municipales à Strasbourg.

À l'heure où François Hollande appelle à la fusion des régions, notamment l'Alsace et la Lorraine, avec pour objectif de franchir un pas décisif dans la déréglementation en dotant les régions « de nouvelles responsabilités » et « d'un pouvoir réglementaire local d'adaptation » de la législation nationale, cette campagne municipale s'inscrit dans la continuité du travail unitaire mené pendant plus de 18 mois contre le Conseil Unique d'Alsace qui a abouti, le 7 avril dernier, à l'échec du référendum sur la fusion des deux départements, à une défaite des partisans de l'Union Européenne et de l'Europe des Régions, à une victoire du mouvement ouvrier et démocratique.

À moins de 40 jours du 1^{er} tour des municipales, la campagne que nous avons engagée a permis d'en préciser les axes :

➤ Combat pour la défense de tous les services publics et tout particulièrement contre la territorialisation de l'Éducation Nationale qu'il s'agisse de la réforme des rythmes scolaires dans le 1^{er} degré ou de la dislocation et la privatisation de l'Université et de l'enseignement supérieur.

➤ Défense des acquis sociaux particuliers d'Alsace-Moselle : interdiction du travail du dimanche, régime local de Sécurité Sociale.

➤ Défense de la démocratie locale constituée par les communes et les départements contre le triptyque antidémocratique Métropole/Région/Europe et cela alors que vient d'être votée la loi Métropoles au Parlement qui confère à Strasbourg un statut d'Euro-métropole.

➤ Défense de la laïcité

➤ Défense des emplois : abrogation de la loi de sécurisation de l'emploi (ANI CFDT MEDEF), interdiction des licenciements.

La campagne se poursuit, le combat aussi. Ce lundi 3 février, à l'occasion du 1^{er} débat public rassemblant les candidats aux municipales, des ouvriers de NLMK soutenus par l'une de leurs organisations syndicales, sont venus exprimer l'exigence de défense de leur emploi. Les candidats ont tous répondu que l'emploi était leur priorité. C'est ce même discours qui a été tenu aux ouvriers de GM, STRACEL... Mais au bout du compte GM a été vendu et STRACEL est fermée.

C'est pourquoi le POI a pris l'initiative d'un appel à l'unité des partis politiques qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique pour combattre les 45 licenciements chez NLMK et exiger l'annulation du plan social.

Un choc se prépare entre les partisans de la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault dictée par l'Union Européenne et la population qui la rejette.

C'est pour débattre des moyens à mettre en œuvre et des moyens de regrouper les forces décidées à bloquer le gouvernement Hollande-Ayrault, sa politique d'austérité, qui se traduit aujourd'hui par le pacte de responsabilité, et rompre avec la politique anti-ouvrière de l'Union Européenne que le POI vous invite à sa prochaine réunion électorale :

LE MARDI 18 FÉVRIER À 19 H AU BAR PERESTROÏKA, 2 RUE THIERGARTEN

Élisabeth DEL GRANDE, tête de liste

Je souhaite être informé(e) des initiatives de la liste

Je souhaite être candidat(e) sur la liste

Nom : Prénom : Courriel :

Adresse postale :